

Le Burundi met en garde les étrangers qui ont décidé de suspendre leur coopération

@rib News, 16/04/2016 â€“ Source Xinhua Le premier vice-prÃ©sident du Burundi Gaston Sindimwo (photo), a mis en garde samedi les ressortissants Ã©trangers des pays qui ont dÃ©cidÃ© de suspendre leurs coopÃ©rations avec le Burundi en leur demandant de faire un choix entre regagner leurs pays d'origine ou de demander un visa touristique. "Il y a certains blancs qui ont pris des sanctions contre le Burundi, des sanctions de suspendre leurs coopÃ©rations avec notre pays. Paradoxalement, ils ne veulent pas quitter le Burundi et font leurs promenades dans le pays alors qu'ils ont mÃªme fermÃ© leurs bureaux.

Nous leur demandons de faire un choix, soit de regagner leurs pays respectifs, ou alors de demander un visa de sÃ©jour touristique", leur a lancÃ© le premier vice-prÃ©sident, lors des travaux de dÃ©veloppement communautaire au port de Bujumbura. Il a dit que le souhait du gouvernement Ã©tait qu'ils continuent Ã coopÃ©rer avec le Burundi, mais, a-t-il dit, "dÃ©s qu'ils ont opÃ©rÃ© ce choix de suspendre la coopÃ©ration, ils n'ont qu'Ã partir" car en effet, a-t-il poursuivi, "nous n'allons pas en souffrir pour autant tant que nous avons une terre fertile et des gens laborieux". Il a poursuivi en informant la population qui avait rÃ©pondu au rendez-vous de ces travaux communautaires qui se font toutes les avant-midi des samedi, qu'il y en a parmi les Ã©trangers qui ont dÃ©cidÃ© de suspendre leurs coopÃ©rations avec le Burundi ceux qui veulent reprendre cette coopÃ©ration moyennant des conditions qu'ils imposent au gouvernement. "A ceux-lÃ nous leur disons que nous avons construit notre maison, qu'ils attendent qu'on les y accueille le moment venu sans nous imposer quoi que ce soit", a dit Gaston Sindimwo. Le Burundi est confrontÃ© Ã une crise politico-sÃ©curitaire depuis bientÃ´t une annÃ©e, une crise suite au contentieux Ã©lectoral oÃ¹ le PrÃ©sident Pierre Nkurunziza a briguÃ© un troisiÃªme mandat combattu par l'opposition et une partie des membres de son parti. La crise a engendrÃ© des effets collatÃ©raux dont entre autres la suspension par certains de ses partenaires bilatÃ©raux et multilatÃ©raux de leurs coopÃ©rations avec le pays ou tout au moins le retrait du Burundi de certains de leurs programmes de coopÃ©ration (UE, OIF, AGOA...), et tout cela pour contraindre le gouvernement d'accepter le dialogue inclusif avec l'opposition en exil.